

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 283 / Septembre 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^E TRIMESTRE 2019

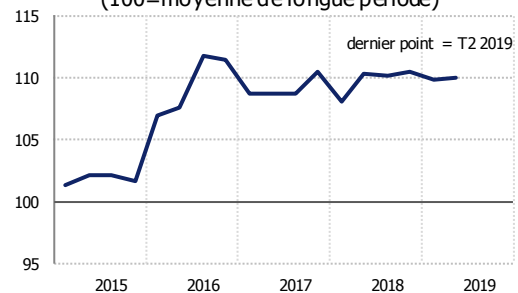
Un climat des affaires favorable

Maintien de l'activité

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui s'établit à 109,9, se stabilise au deuxième trimestre 2019 (+0,1 point) et demeure bien au-dessus de sa moyenne de longue période.

Le climat est propice dans la majorité des secteurs de l'économie polynésienne qui anticipent une activité en croissance pour le troisième trimestre 2019. En conséquence, les chefs d'entreprise, à l'exception de ceux du secteur primaire, prévoient une amélioration de leur situation de trésorerie et des investissements plus importants.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

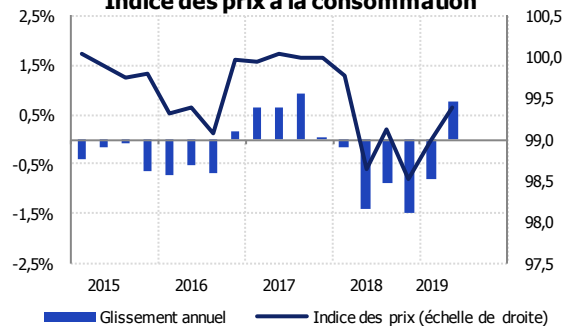
Léger rebond des prix à la consommation

Au deuxième trimestre de l'année, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'accroît de 0,7 % en rythme annuel, porté principalement par la hausse du coût de la division logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+5,1 %) et des produits alimentaires (+2 %).

Sur un an, les tarifs des loyers, du gaz et de l'électricité progressent de respectivement 5,4 %, 2,4 % et 7,9 %.

L'évolution globale de l'IPC est toutefois modérée par la diminution des frais de communications (-19,1 %), tirés à la baisse par les services de téléphonie et d'accès à Internet (-20,2 %).

Indice des prix à la consommation

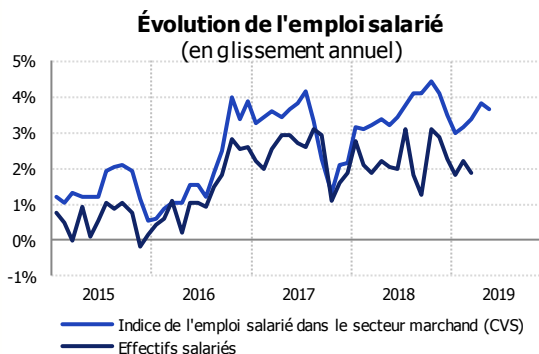


Source : ISPF

Bonne tenue de l'emploi

En juin 2019, l'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand, indicateur avancé de l'emploi, est en progression annuelle de 2,1 %, rythme identique à sa moyenne des cinq dernières années (+2,2 %). L'évolution est significative dans le BTP (+7,9 %), tandis que l'indice de l'industrie stagne (+0,3 %).

Hormis dans le BTP, les chefs d'entreprise ayant répondu à l'enquête de l'IEOM marquent leur volonté d'accroître leurs effectifs dans les mois à venir.



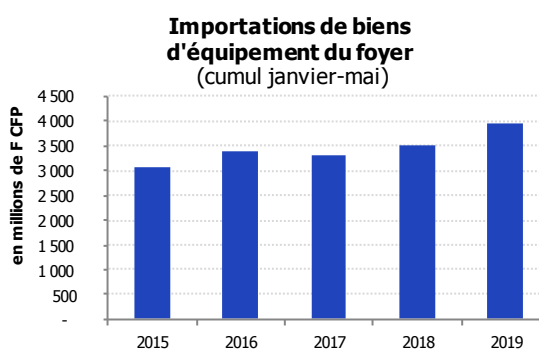
Sources : CPS, ISPF

Hausse de la consommation des ménages

Les immatriculations de véhicules neufs progressent de 3 % en glissement annuel sur les cinq premiers mois de l'année (2 467 unités contre 2 396 de janvier à mai 2018), attestant du dynamisme de la consommation des ménages. Sur la période, les importations de biens d'équipement du foyer augmentent de 12,2 % (3,9 milliards de F CFP contre 3,5 en 2018).

La consommation des ménages est soutenue par le crédit, comme en témoigne la progression annuelle de 3 % de l'encours des crédits à la consommation (76,5 milliards de F CFP au 30 juin 2019 contre 74,3 un an auparavant).

Selon les responsables du commerce sondés pour l'enquête de l'IEOM, l'activité s'est révélée porteuse au deuxième trimestre 2019, ce qui les a incités à embaucher. Comme leurs perspectives sont positives, ils envisagent des investissements à l'horizon d'un an.



Sources : Douanes, ISPF

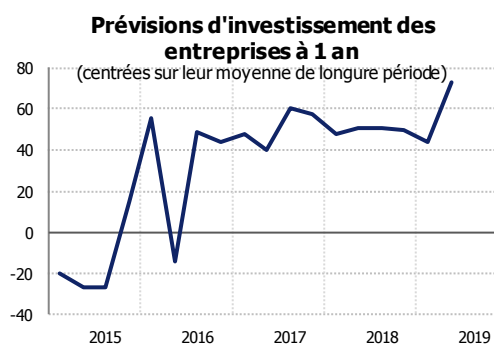
Dynamisme de l'investissement

Au deuxième trimestre 2019, l'investissement est bien orienté pour l'ensemble des agents économiques.

L'effort d'investissement des entreprises se traduit par une augmentation de 14,1 % de l'encours des crédits d'investissement (90 milliards de F CFP en juin 2019 contre 79 un an plus tôt). Satisfaits de leur courant d'affaires, les entrepreneurs souhaitent majoritairement poursuivre leurs investissements sur les douze mois à venir.

Il en va de même pour les ménages qui tirent parti du dispositif public d'aide à l'investissement des ménages (AIM), reconduit en janvier 2019, et du contexte de taux bas. Ce trimestre, l'encours des crédits à l'habitat octroyés aux ménages atteint 220 milliards de F CFP, en progression de 6,4 % sur l'année (207 millions de F CFP en juin 2018).

Quant aux investissements du secteur public, ils se matérialisent par une hausse des dépenses liquidées par la Direction de l'équipement de 28 % en un an (2,3 milliards de F CFP au deuxième trimestre 2019 contre 1,8 milliard de F CFP l'année précédente).



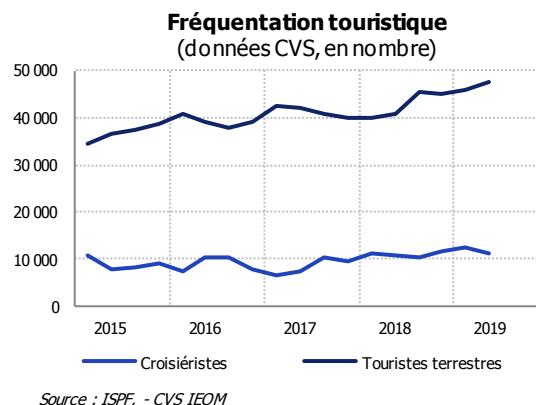
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Tourisme : une conjoncture moins animée

Au deuxième trimestre 2019, la Polynésie française a reçu 59 000 touristes, soit 7 000 de plus que l'année précédente (52 000 au deuxième trimestre 2018). Cette évolution tient plus aux touristes terrestres (+16,5 %) qu'aux croisiéristes (+6,4 %). Le coefficient moyen de remplissage des hôtels internationaux passe de 66,8 % au deuxième trimestre 2018 à 72,6 % un an plus tard.

Malgré cela, les hôteliers participant à l'enquête se sont montrés réservés quant à leur courant d'affaires, escomptant une embellie au trimestre suivant. Ils déplorent le poids de leurs charges d'exploitation, lié au renforcement de leurs effectifs. Leur situation de trésorerie demeure toutefois un sujet de satisfaction.

Dans les services marchands (hors commerce), la conjoncture s'est avérée porteuse. Ses responsables parient sur un maintien de cette tendance qui devrait nécessiter des embauches et contribuer à la consolidation de leur trésorerie.

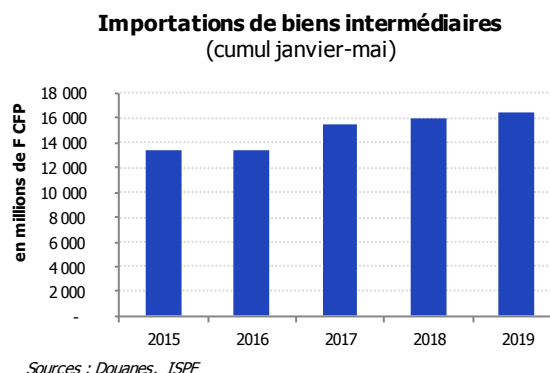


Bonne tenue du secteur secondaire

Les dirigeants du BTP semblent bénéficier d'une conjoncture toujours satisfaisante et entendent poursuivre leurs projets d'investissement à un an. Ils déplorent toutefois une dégradation de leurs charges d'exploitation et prévoient d'opérer des ajustements sur les effectifs dans les trois mois à venir.

Dans l'industrie, malgré un volume d'activité satisfaisant, des compressions de personnel ont été opérées au deuxième trimestre, afin de réduire des charges d'exploitation jugées excessives. Pour le trimestre à venir, les industriels escomptent une légère amélioration de leur trésorerie.

Sur les cinq premiers mois de l'année, les importations de biens intermédiaires (+3,4 % sur un an) et de biens d'équipement (+11 %) ¹ témoignent des perspectives encourageantes du secteur secondaire.



Une activité maussade dans le secteur primaire

Pour les responsables du secteur primaire, l'activité s'est révélée dégradée au deuxième trimestre 2019, si bien qu'ils ont allégé leurs charges d'exploitation. Leur situation de trésorerie, défavorable en 2019, contribue à revoir à la baisse leurs prévisions d'investissements.

Au deuxième trimestre, la production de coprah s'établit à 3 152 tonnes (cvs), en recul de 7,1 % par rapport au trimestre précédent (3 394 tonnes, cvs).

Pour leur part, les exportations de poissons s'accroissent de 36,4 % (685 millions de F CFP contre 502 en 2018) et celles de vanille de 55 % (300 millions de F CFP contre 194).

¹ Hors achat du Boeing 787-9 "Tahitian Dreamliner" de Air Tahiti Nui (16,3 milliards de F CFP).

La conjoncture régionale et internationale

DES MESURES DE SOUTIEN DE LA CROISSANCE DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Dans un contexte de ralentissement du commerce mondial, la mise en place du partenariat économique régional global (RCEP) pourrait revitaliser les échanges et la croissance de la zone **Asie-Pacifique**. La 8^e réunion ministérielle de négociations, qui s'est tenue à Beijing début août, marque une avancée importante et pourrait déboucher sur une signature dans un avenir proche.

Pour l'heure, les banques centrales de la région misent en priorité sur le soutien à leurs marchés intérieurs. Depuis le deuxième trimestre 2019, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) et la Reserve Bank of Australia (RBA) ont diminué leurs principaux taux directeurs de respectivement 75 et 50 points de base. Quant à la Banque Populaire de Chine, elle a lancé début août une réforme de ses taux d'intérêt afin d'alléger le coût du crédit aux entreprises.

En **Chine**, l'activité se restreint, le PIB enregistrant sa plus faible performance depuis trente ans, +6,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2019, après +6,4 % au premier trimestre. La demande intérieure ralentit en juillet, comme en atteste l'évolution des ventes de détail, +7,6 % en glissement annuel (+9,8 % en juin). La production industrielle pâtit de la guerre commerciale avec les États-Unis : sa progression n'est plus que de 4,8 % en juillet (+6,3 % en juin).

La **Nouvelle-Zélande**, pour sa part, dispose d'éléments favorables au deuxième trimestre 2019. L'évolution des prix est contenue, l'indice des prix augmentant de 1,7 % en glissement annuel, et le marché de l'emploi semble solide. Le taux de chômage est à 3,9 %, son plus bas niveau depuis juin 2008 (3,8 %). Pourtant, le pessimisme gagne le milieu des entreprises, comme en atteste l'indice de confiance du New Zealand Institute of Economic Research (NZIER), qui touche en juin 2019 son plus bas niveau depuis mars 2009.

La croissance de l'**Australie**, troisième exportateur mondial de sources d'énergie fossile derrière la Russie et l'Arabie Saoudite, pourrait être négativement impactée par l'affaiblissement de la conjoncture internationale. Sur le plan interne, en dépit de la bonne tenue de l'emploi (+41 000 emplois, CVS, en juillet), le taux de chômage se stabilise, 5,3 % en juillet (5,2 % en juin), avec un sous-emploi persistant (8,4 % en juin et en juillet). Par conséquent, les salaires augmentent modestement, +0,5 % en juin par rapport au trimestre précédent, ce qui risque de peser sur la consommation des ménages.

Sources : FMI, Statistics New Zealand, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Reserve Bank of New Zealand.

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE AU RALENTI

Suite à la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis au cours du premier semestre 2019, les dernières perspectives mondiales du FMI ont une nouvelle fois été révisées à la baisse en juillet. La croissance mondiale devrait s'élever à 3,2 % en 2019 et à 3,5 % en 2020 (-0,1 point de pourcentage par rapport aux projections d'avril pour les deux années). La persistance des incertitudes liées au Brexit a également pénalisé l'activité alors que la montée des tensions géopolitiques (entre les États-Unis et l'Iran notamment) a favorisé la hausse des prix de l'énergie.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a ralenti au deuxième trimestre 2019 pour s'établir à 0,5 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par un fléchissement de l'investissement privé et des exportations. Le FMI anticipe une croissance de 2,6 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage liée à un premier trimestre meilleur que prévu.

Dans la zone euro, la croissance du PIB a ralenti à 0,2 % au deuxième trimestre 2019 après une hausse de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. À fin juin, l'inflation demeure modérée (+1,3 %) tandis que le taux de chômage s'élève à 7,5 %, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB de la zone devrait ralentir à 1,3 % en 2019, contre 1,9 % en 2018, avant de rebondir à 1,6 % en 2020.

En France, le PIB a enregistré une croissance de 0,3 % au deuxième trimestre 2019, conservant ainsi le même rythme qu'en début d'année. L'investissement accélère sur le trimestre (+0,9 % après +0,5 %) tandis que la consommation des ménages fléchit légèrement (+0,2 % après +0,3 %). Pour l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe un essor du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, le PIB a progressé de 0,4 % entre avril et juin 2019 après une hausse de 0,7 %. Si la consommation privée et l'investissement privé demeurent robustes, les exportations sont en recul. La croissance devrait s'établir à 0,9 % en 2019 (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait ralentir à 4,1 % dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,5 % en 2018). Cette prévision a été revue à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celle d'avril, en lien notamment avec le ralentissement économique enregistré au Brésil (suite à l'incertitude concernant l'approbation de plusieurs réformes structurelles) et au Mexique (où l'investissement demeure faible et la consommation privée a ralenti). En Chine, la croissance devrait atteindre 6,2 % en 2019, soutenue par plusieurs mesures de relance.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2019.